



FÔTE !

Après le flop de la communication de G. Darmanin du 11 juillet dernier (voir notre analyse : <http://www.dgfip.cgt.fr/44/spip.php?article2295>), les services du Ministère récidivent en envoyant une lettre de Gégé aux agentes et agents..

Petit problème, nous avons relevé deux énormes fautes d'orthographe ! « doterons » au lieu de « doteront » et « l'intégralité de mes propos sont » le sujet étant intégralité, la troisième personne du singulier convenait sans doute mieux. Bref, au-delà du côté anecdotique de l'affaire en la forme, c'est à ce genre de détail que les collègues ne se sentent pas respectés par M. Darmanin.

Il pourra toujours fournir l'excuse d'avoir supprimé, par mesure d'exemplarité, les emplois de correcteurs à Bercy (un certain ministre en avait 3 pour relire ses écrits à une époque plus faste !). Nous constatons simplement que la dégradation de la qualité du travail à la DGFIP se voit jusque dans les détails !

LES PENSIONS DE REVERSION SERONT PEUT-ÊTRE RÉFORMÉES



VENDRE LES BIJOUX DE FAMILLE

Dans la lettre de G. Darmanin, le ministre persiste et signe dans sa blague de transférer les Centres des Finances Publiques à la campagne (Cambronne relocalisé à Châteaubriant ?!).

Sa feuille de route sur le programme immobilier consiste uniquement à vendre les « bijoux de famille » et ce, au détriment des choix de vie des collègues, souvent avec des crédits immobiliers sur le dos, qui vont se retrouver en grande difficulté dans leur vie quotidienne par ces orientations à court terme.

Remarquez bien qu'il s'agit peut-être d'aider aux

« départs volontaires » !

Par ailleurs, cette mesure aura pour effet de couper tout lien entre territoire et implantation des services, donc tout lien de proximité avec l'usager et l'usager. C'est raccord avec [la fin rapide du « front office » annoncée le 11 juillet](#), mais cela accentuera aussi la dégradation de la qualité à tous les niveaux de la chaîne de traitement et d'information fiscale.

Et ce sera une opportunité en or pour fusionner des services et/ou installer des services supra départementaux. Bref vouloir réaliser des plus-values à court terme sur le dos des agentes et des agents et du service public, pour la CGT, ce n'est même pas envisageable.

FERMER LA FENÊTRE

Il paraît que Bercy va augmenter les crédits informatiques pour franchir un « saut technologique ». Nous n'avons pas l'impression d'être, jusqu'alors, une administration sous dotée avec la myriade d'applications adaptées à tous nos métiers et des milliers de collègues travaillant (très bien) dans la sphère informatique.

Mais ce que la Cgt a maintes fois répété, c'est la nécessité d'associer l'utilisatrice et l'utilisateur dans le processus de création des applications... qui doivent aider la travailleuse et le travailleur dans leur travail et pas les contraindre !

Par ailleurs, ce qui exaspère dans les services, ce sont les trop nombreuses périodes d'indisponibilité, quand ce n'est pas le réseau qui plante comme mardi dernier dans nos services.

Nous avons plusieurs fois rappelé à la DRFiP 44 qu'il ne fallait pas faire des économies de bouts de chandelle sur les abonnements mais privilégier le débit et la stabilité. Bref, on peut toujours améliorer les choses, mais la révolution numérique est déjà passée à la DGFIP et les effets escomptés par Bercy seront certainement très mesurés...

Par ailleurs, notre administration reste captive de Microsoft et de Windows, au point d'envisager le remplacement de 1 500 PC à la DRFiP44 juste pour passer sous Windows 10 !

Au-delà du gaspillage engendré par de telles décisions (notre parc informatique est récent), rappelons que chaque « migration » engendre des couacs. Nous utilisons quotidiennement de nombreuses applications dont certaines d'architecture ancienne pas forcément compatibles avec les dernières blagues de Windows.

